

# PARTICIPATION ET DÉMOCRATIE

## UN NOUVEAU PARADIGME POUR LA SANTÉ PUBLIQUE

René Lachapelle, professionnel de recherche

FORUM CACIS  
Montréal - 8 octobre 2009

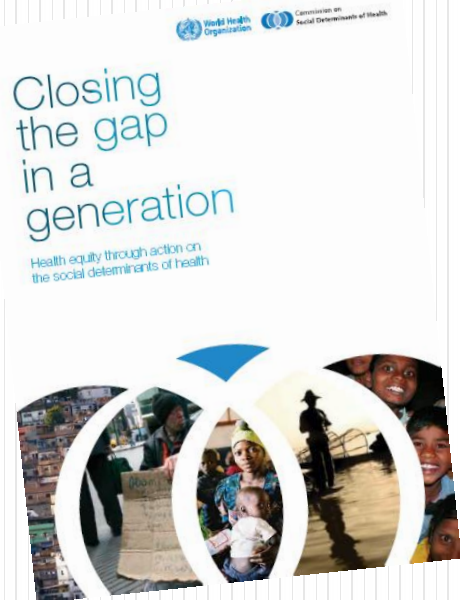


# Mise au jeu

---

La santé et un enjeu politique

# L'espérance de vie reflète les inégalités sociales



*Nous demandons que le fossé de la santé soit franchi en une génération (...) c'est-à-dire que l'effarant manque d'équité que nous constatons dans le monde soit inscrit en tête de liste des tâches qui s'imposent à l'international, au continental et au national. (CSDH, 2008 : 26)*

- Le progrès social et la santé dépendent de **L'ENVIRONNEMENT SOCIAL ET PHYSIQUE**, de la **SÉCURITÉ** et de **LA CAPACITÉ D'AGIR SUR SON MILIEU** que permettent l'éducation, l'accès aux services de santé de base et l'action communautaire
- Les conditions de vie des populations déterminent leur espérance de vie:

*...le risque de décès chez les personnes les plus défavorisées aux plans matériel et social est d'environ 2,6 fois celui des personnes les plus favorisées. (Pampalon, Hamel et Gamache, 2008: 5)*

# L'héritage de 25 ans de néolibéralisme

- La fin des Trente glorieuses (1945-1975 ) et les «reaganomics» ont fragilisé les États sociaux et accru les inégalités
- Le Consensus de Washington prônait la réduction de l'État au Nord et imposait des « ajustements structurels » au Sud, abolissant à toutes fins pratiques leur capacité sociale
- La stratégie de réduction de la pauvreté (les DSRP) n'empêche pas 1,1 milliard de personnes de vivre sous le seuil de la misère, c'est-à-dire qu'elles souffrent et, souvent, meurent de faim.
- Les fonds publics investis pour assurer la survie des grandes institutions financières au cours de la dernière année sont dix fois plus importants que les sommes requises pour assurer l'accès à l'eau potable, au logement, aux services de santé et à l'école pour 1,5 milliard de personnes dans les pays du Sud : « Les riches ne se mobilisent pas pour ce qui ne les touche pas directement » (Labonté, JASP 2008)

# Ces choix et ces actions politiques ont des conséquences

**LE DEVOIR**  
**Chômage: le pire reste à venir**  
ALEXANDRE SHIELDS  
Édition du jeudi 17 septembre 2009  
Selon l'OCDE, le taux de sans-emploi pourrait grimper à près de 10 % avant la fin de 2010



**Riche, le Canada néglige ses pauvres**

Le Conference Board décerne une mauvaise note au gouvernement dans sa lutte contre la pauvreté

**LE DEVOIR** 15 septembre 2009  
**Les salaires des patrons anglais ont bondi malgré la crise**  
Londres -- Les salaires des grands patrons britanniques ont grimpé de 10 % l'an dernier, en dépit de la crise économique et financière, a rapporté hier le quotidien The Guardian. Selon le journal de centre gauche, les patrons des sociétés membres de l'indice-vedette de la Bourse de Londres, le Footsie-100, ont gagné en tout plus d'un milliard de livres l'an dernier.

- En 1976 la paie des patrons des grandes entreprises aux USA était 36 fois celle de la rémunération moyenne de leurs employés. En 2005, elle atteint 369 fois! (Halimi, 2006)
  - En 1960 l'écart entre le cinquième des pays les plus pauvres et le cinquième des plus riches était de 1 à 30. En 2004, il est de 1 à 80! (Harribey, 2004)
  - À la fin des années 1990, la répartition du PIB mondial se présentait comme suit:
    - les 20 % de la population au Nord accaparaient 86 %
    - Les 20 % des plus pauvres au Sud disposaient de 1%
- (Baltodano, 2009 : 50)

# Une crise du modèle de développement

---

Le cumul des crises pointe un enjeu majeur

# Les crises

## symptôme d'un échec majeur

- La crise financière démontre que le marché libre n'est pas capable de se réguler
- Le modèle de la croissance est un échec: le style de vie des économies développées repose sur la privation de ressources vitales imposée aux populations pauvres
  - La crise alimentaire est une catastrophe sociale, mais aussi économique
  - La crise énergétique démontre que nous n'utilisons pas les ressources, nous les pillons littéralement
  - La crise climatique menace l'habitabilité de la terre pour les humains
- LE PROGRÈS DÉFINI PAR LA CROISSANCE N'A PLUS D'AVENIR

# Les politiques publiques reposent encore sur un modèle de croissance

- Les finances publiques sont planifiées en fonction de la croissance de l'activité économique mesurée en PIB plutôt qu'en fonction de l'IDH
- Chaque acteur d'activité planifie en fonction de ses propres objectifs sans égard à l'intégration qu'exige le développement durable
- La part du lion des dépenses en santé vont à une médecine axée sur la médication et la technologie plutôt que sur les services de première ligne
- On parle de la fin de la récession au moment où les banquiers renouent avec les profits alors que les classes laborieuses sont aux prises avec le chômage et l'affaiblissement de leur pouvoir d'achat



# Des alternatives qui ont de l'avenir

- Une économie de la solidarité
  - Le travail décent: la campagne du 7 octobre de la CSI
  - L'égalité femmes – hommes: la Marche mondiale des femmes
  - Le renouvellement de la coopération: nouvelles coopératives, groupements d'intérêt économique, toute petites entreprises, etc.
  - L'action communautaire: les associations comme nouveau lieu de socialité
- Ces alternatives peuvent ouvrir sur un nouveau modèle de développement
  - Si elles reçoivent le soutien nécessaire
  - Si elles peuvent négocier de nouvelles politiques publiques
- IL FAUT RÉTABLIR DES ÉTATS SOCIAUX

# Santé publique et démocratie

---

Le développement passe par le pouvoir des populations sur les États

# Réduire les inégalités est impossible sans l'exercice d'un rapport de forces

- Les stratégies qui reposent sur le changement des habitudes de vie ne suffisent pas: il faut toucher les causes structurelles
- Le développement des États sociaux après le krach de 1929 a été le résultat d'une convergence des théories de Keynes, des organisations et partis politiques de gauche et de l'action du syndicalisme, de la coopération, du mouvement des femmes et du mouvement des jeunes
- Agir sur les inégalités sociales c'est allier la RÉSISTANCE et la CONSTRUCTION:
  - Les luttes des mouvements sociaux créent la pression sociale requise pour que le pouvoir négocie avec les citoyens organisés
  - Les initiatives sur les divers fronts de lutte ouvrent la voie aux alternatives que des politiques peuvent institutionnaliser

# Le développement passe par la démocratie

- Le développement des communautés à l'échelle des territoires locaux est relié aux conditions suivantes
  - la mobilisation des populations
  - leur auto organisation dans les organismes communautaires
  - l'intersectorialité effective des actions
- Le développement social permet d'inscrire l'action locale dans une perspective de société
  - en soutenant l'innovation par des ressources appropriées
  - en faisant profiter l'ensemble des territoires
  - en réorganisant les ressources collectives et les politiques publiques en fonction des nouvelles responsabilités des territoires
- LE DÉVELOPPEMENT PASSE PAR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

# Soutenir la démocratie

- La démocratie doit être comprise comme  
*...un espace concret de luttes et de conflits dans lequel les populations ont la possibilité d'imposer un réel rapport de force, tout en contrôlant l'action de l'État. Cela doit nécessairement passer par la construction de dispositifs réellement démocratiques et participatifs qui permettent l'expression des diverses revendications sociales et garantissent surtout leur traduction dans des politiques nationales.*

(Delcourt, 2009: 33)

# L'organisation communautaire

---

Passage obligé dans la lutte aux inégalités sociales de santé

# Soutenir l'action citoyenne

- Favoriser l'action citoyenne pour renforcer la société civile
  - L'apprentissage de la capacité d'agir des personnes et des communautés passe par les organisations sociales: syndicats, groupes de femmes, coopératives et mutuelles, associations communautaires
  - Le soutien aux populations exclues est un élément essentiel des processus communautaires
  - L'action communautaire ne peut pas faire l'économie des rapports de force
- L'organisation communautaire est un savoir faire pour
  - Soutenir la participation
  - Métisser les cultures et faire la médiation des expertises

# Évaluer les résultats dans des processus à long terme

- La démocratie est à la fois sociale et représentative
  - Sans délibération sociale et participation directe, la démocratie demeure formelle et accessible davantage aux élites
  - Sans représentation, l'arbitrage des intérêts et la régulation des actions sont impossibles
- L'évaluation doit donc placer la participation en tête de ses préoccupations
  - L'évaluation des processus est une dimension aussi essentielle que celle des résultats
  - L'évaluation des résultats doit prendre en compte la durée requise pour le changement social à toutes les échelles



# Un double défi

- Un défi communautaire
  - La participation des populations qui subissent ces inégalités est une composante essentielle de leur résolution
  - Cette participation nécessite un soutien: l'organisation communautaire offre une clé pour relever le défi
- Un défi politique
  - Les politiques qui s'attaquent aux causes structurelles des inégalités sociales reposent sur le renforcement des États sociaux
  - Il n'y aura pas d'action politique sans que la pression de milieux ne force les gouvernements à agir
- Participation et démocratie nous entraînent sur des voies qui bousculent les habitudes en santé...

# Merci de votre attention



*Réduire les écart de santé, c'est possible!*